

## LE DECLIN DE LA FRANCE

### 2<sup>em</sup> partie : les évènements et les causes

Début 1969, la France, sous la direction de Charles de Gaulle depuis 11 ans, avait retrouvé son influence politique avec sa liberté de parole et de proposition rétablie grâce à la fin de la guerre d'Algérie et de la décolonisation, à son indépendance financière retrouvée (dette extérieure = 1 % du PIB soit quasiment nulle, dettes totales = 14 % du PIB), à sa puissance militaire avec la construction de la force de dissuasion nucléaire indépendante, à sa puissance économique (presque à égalité avec la RFA, et 3<sup>em</sup> PIB/habitant de l'Union Européenne).

Que s'est-il donc passé pour que partant de cette situation forte et maîtrisée, s'engage à nouveau l'affaiblissement de la France qui, à ce jour, est encore en cours. Aucun évènement majeur (guerres, catastrophes, ...) mais une succession de faits apparemment sans importance vitale mais qui constituent pourtant le fil d'or du déclin de la France.

### Les évènements chronologiques depuis 1968

Il y a eu tout d'abord, dans une situation de prospérité que la France n'avait pas connue depuis longtemps, les « évènements de Mai 1968 » qui ont initié une situation de faiblesse du Pouvoir puis la proposition d'un référendum pour réformer la société, en réponse à l'attente créée par les évènements.

Avec les propositions contenues dans le projet de référendum, la France était alors très près de construire un nouveau modèle de société, équilibre entre une démocratie représentative et une démocratie directe ou participative, c'est à dire la troisième voie, garante du progrès pour tous. Tout était encore possible et finalement Mai 1968 aurait pu être utile.

C'est cette vision forte, exigeante et moderne de la démocratie que l'opposition de Gauche, les syndicats, les intellectuels mais aussi une partie de la Droite (le « oui, mais » de Valéry Giscard d'Estaing, et tant d'autres...), en résumé, tous ceux que ce modèle de société et de démocratie desservait dans leurs ambitions, leurs pouvoirs, leurs privilèges, abattirent avec l'échec du référendum le 27 Avril 1969, suivi du départ immédiat de Charles de Gaulle, Président de la République.

Une deuxième chance a été offerte à la France, moins d'un an après, avec le projet de la « nouvelle société » de Jacques CHABAN DELMAS, qui permettait également de construire la troisième voie. Hélas, ce projet fut combattu avec autant de force y compris par une partie de la Droite (la même) que le projet de référendum et Jacques CHABAN DELMAS dut démissionner quelques mois après.

C'en était fini pour longtemps et cela l'est maintenant encore de l'espoir d'une société plus juste, plus humaine, plus digne et donc de progrès réel. Le temps de la politique politicienne, des ambitions, du recul, de l'abandon, de la politique des partis, causes essentielles des malheurs de la France (désastre de Mai 1940, Dien Bien Phu, Suez, l'Algérie,...) était revenu. C'est celui dans lequel la France se trouve aujourd'hui avec ses inévitables et normales conséquences : le déclin et l'affaiblissement pour la France, un niveau de vie dégradé et des difficultés quotidiennes pour les Français (voir 1<sup>er</sup> partie : faits et réalités – chiffres clés).

C'est du 27 Avril 1969 que date vraisemblablement le début du nouveau déclin de la France. A partir de 1970, les évènements qui ont engagé le déclin de la France sont dramatiquement clairs et lisibles :

-le départ de Jacques CHABAN DELMAS, 1<sup>er</sup> Ministre, en 1972, mettant fin au projet de la « nouvelle société »,

-« l'appel des 43 » de Jacques CHIRAC en 1974 en faveur de Valéry Giscard d'Estaing qui fut élu, mais qui brisa la candidature à l'élection présidentielle de Jacques CHABAN DELMAS, c'est à dire la vision gaulliste et républicaine de la Politique et de la Société,

-la disparition en quelques années du gaullisme et de ses principes moraux qui avaient été à l'origine du redressement de la France, à travers la création du Rassemblement Pour la République –RPR- en 1976, au service exclusif de l'ambition de Jacques CHIRAC et de quelques autres (comme cela a été rappelé par un autre Fondateur...),

-la gestion politique de Valéry Giscard d'Estaing qui désarma la conscience populaire avec des propos : « le bout de tunnel est proche », après le 1<sup>er</sup> choc pétrolier, ou sa vision réduite de la France « qu'en l'an 2000, la population de la France ne représenterait que 1 % de la population du monde, et qu'un citoyen du monde sur cent serait français », qui détermina sa politique étrangère, notamment européenne, propos qu'il confirma en 1997 au cours d'une rencontre avec la presse, sa gestion économique (l'informatique française notamment), même s'il n'a pas endetté le pays,

-le OUI « mesuré » de Jacques CHIRAC au second tour en Mai 1981 en faveur du Président de la République sortant Valéry Giscard d'Estaing, qui permit à François MITTERRAND d'être élu avec moins de 1% de voix d'écart,

-les années « fric », les scandales, les « suicides », les « affaires » des deux septennats de 1981 à 1995 de François MITTERRAND, qui pourrirent toutes les valeurs, toutes les références sans lesquelles un Peuple court à sa perte et « se suicide », l'incroyable mépris des ayatollahs de gauche pour la démocratie, la « gauche caviar » repue d'argent, d'honneurs, de cordons, ...

-l'abandon, par François MITTERRAND, dès son élection, des accords « de retour au pays » conclus avec divers Etats par le Gouvernement BARRE, avec pour résultats, vingt ans après, les 120 zones de non-droit et le sifflement de La Marseillaise au Stade de France le 06 Octobre 2001...

-les cohabitions de 1986-1988 et de 1993-1995, qui ont « cassé » la logique politique fondamentale de la V<sup>em</sup> République –la légitimité-, avec les abandons, les reculs, les compromissions pour la Droite et son incroyable faiblesse à ne pas publier le bilan financier de la Gauche après les législatives de 1993 ( déjà plus de 300 milliards de francs de déficit en Juin 1993) et à ne pas faire d'audit général de la situation de la France,

-le OUI personnel de Jacques CHIRAC en 1994 pour la ratification du Traité de Maastrich qui permit son adoption avec une très faible majorité (~2% de voix d'écart), engageant la construction de l'Union Européenne vers un type fédéral, contraire à l'intérêt de la France, nation séculaire, et sans doute à celui de l'Europe,

-le renoncement, dès son élection, par Jacques CHIRAC élu Président de la République en Mai 1995, d'effectuer un audit général de la situation de la France qui aurait permis de mettre le pays face aux enjeux réels et donc de pouvoir à nouveau réellement gouverner,

-la gestion de la Droite de 1995 à 1997 et la dissolution ratée de 1997 aboutissant à une nouvelle majorité de gauche mais sans que soit tirée la conséquence politique normale et fondamentale conforme à l'esprit de la V<sup>em</sup> République : la démission du Président de la République pour cause de désaveu de légitimité et éventuellement, sa nouvelle candidature,

-la gestion de la Gauche de 1997 à 2001, où les années de croissance 1998-1999-2000 ont été gaspillées, « brûlées », l'endettement augmenté, la dette extérieure plus que doublée (de 520 Milliards de francs à 1310 Milliards de francs), les mesures idéologiques –35H- assassines à moyen terme sous le double choc de la mondialisation et du vieillissement de la population, sans compter les lois de « société » déséquilibrées et marquées par l'idéologie, le militantisme, le clientélisme,

-l'absence de référendum pour la ratification du Traité d'Amsterdam alors qu'il y a des transferts importants de souveraineté (immigration, droit d'asile,...),  
-la réduction du mandat présidentiel à 5 ans, dans un contexte de carte forcée, avec une participation historiquement faible au référendum, limitant la légitimité de cette modification de la Constitution puis l'inversion du calendrier électoral,  
-l'incapacité de l'opposition de Droite d'assumer ses fonctions aussi bien sur les faits de la vie quotidienne que sur les principes, refusant d'informer le Peuple sur la réalité de la situation de la France;

*Signe révélateur parmi d'autres, il faut arriver à la crise issue des attentats du 11 Septembre 2001 aux Etats-Unis pour qu'un parlementaire de Droite (le Président Giscard d'Estaing) précise à la tribune de l'Assemblée Nationale le 03 Octobre 2001 que la France ne disposait plus que d'un porte-avions –nucléaire, le Charles de Gaulle-, en réparation à TOULON, c'est à dire finalement RIEN. La France, puissance militaire de toujours à travers les siècles, ne soutiendra au début des opérations les forces américaines qu'avec deux navires : une frégate furtive et un ravitailleur...*

Il faut l'incroyable force de la Constitution de 04 Octobre 1958 (de plus en plus malmenée) qui fonda la Vème République pour que le déclin de la France ne soit actuellement pas plus important, mais la France est partie de si haut en 1969 (pas de dette extérieure, 3ème PIB/habitant de l'Union Européenne) qu'il aura fallu beaucoup de temps -30 ans- pour l'user et l'appauvrir.

Ainsi se vérifie cette maxime de Charles de Gaulle :

« En France, la gauche trahit l'Etat et la droite trahit la Nation »

### **Les causes fondamentales**

Depuis le retour pas à pas à partir des années 1970 de la politique politicienne et de celle des partis, les fondements mêmes de la démocratie ont été affaiblis, et même contournés:

-l'éloignement progressif de la société civile (en général, celle qui produit les richesses) au profit des fonctionnaires (en général, les hauts fonctionnaires, notamment les Enarques) bénéficiant d'un statut inégalitaire, qui leur permet de concourir et de se maintenir sans risques véritables à des fonctions électives.

Cette inéquité de fond, fondamentalement anti-démocratique, conduit à un déséquilibre très important dans la représentation politique du peuple à tous les niveaux, y compris pour les candidats à l'élection présidentielle (80% des candidats –dont les présidentiables- sont régulièrement issus de l'ENA. Est-ce démocratique ? Est-ce sain pour la France ?) contraire à l'esprit de l'Article 3 de la Constitution du 04 Octobre 1958.

Le Pouvoir est ainsi devenu dans sa quasi-totalité, corporatiste, oligarchique, technocratique, bureaucratique et n'assure plus ses fonctions prévues dans la Constitution comme en témoigne plusieurs rapports parlementaires sur le contrôle et l'efficacité de la dépense publique parus en 1999 et 2000 (la quasi-absence de contrôle durant des décennies a permis le laxisme de l'Administration et la dérive financière de la France, causes essentielles du déclin de la France),

-le pouvoir exorbitant acquis, par le biais du déséquilibre de la représentation politique du peuple, par l'Administration qui ne dispose pourtant d'aucune légitimité face aux Elus et par les Syndicats « d'Etat » (80% des syndiqués sont fonctionnaires) qui représentent à peine 8 % de la population active, également en totale contradiction avec l'Article 3 de la Constitution.

-le recours de plus en plus réduit à la procédure du référendum, expression de la démocratie directe et de la souveraineté du peuple mais aussi de la légitimité du Pouvoir, si ce n'est sur des sujets acquis d'avance ou de moindre importance, c'est à dire en réalité à l'ersatz du référendum donc de la démocratie.

**C'est cette triple dérive de la démocratie française qui a rendu possible le déclin actuel de la France.**

**Elle a été aggravée par trois autres facteurs essentiels :**

-la diminution importante du niveau réel des savoirs élémentaires –lire, écrire, compter- dans le peuple, où s'il y a ~ 10% d'illettrés (statistique de l'Armée), il y a un nombre bien plus important de personnes qui possèdent une connaissance médiocre des savoirs de base donc insuffisante dans une société de plus en plus complexe. Dans ce domaine, l'Education Nationale est responsable et coupable car elle a tourné le dos par idéologie et par corporatisme à l'école de Jules Ferry.

Les « hussards noirs » de la République sont devenus les « hussards noirs » du déclin de la France car ils conduisent à l'exclusion de fait une part importante de la jeunesse (+ de 40%) alors que la Nation n'a jamais autant dépensé pour l'éducation (+ de 400 milliards de francs dans la loi de finances 2002 -1<sup>er</sup> budget de l'Etat- et 12,8 élèves par enseignant –l'un des taux le plus bas des pays développés- selon une statistique de l'OCDE).

-la complicité de fait des médias, notamment publics, en particulier la télévision, qui n'ont pas joué leur rôle d'informateur et de sensibilisateur de l'opinion, et ont au contraire participé à la déstructuration du Peuple. Tout en réclamant en permanence le respect de leur indépendance, ils n'ont pas assumés leur mission (mais il y a l'argent, les honneurs, les cordons, ... c'est à dire l'inverse d'une éthique) et sont co-coupables et co-responsables du déclin de la France

-l'absence de transparence de l'Etat et du secteur public, qui n'est pas due à l'incapacité de l'Administration de traiter ce problème (elle en a les moyens) mais à sa « volonté profonde » en tant que classe supérieure car « sachante », d'asseoir sa domination sur le Peuple donc sur la République pour préserver et développer ses avantages et ses privilèges quelque soit la situation du pays.

*(le projet de loi de finances 2002 indique une augmentation de 12,5 milliards de francs du budget général **MAIS** de 31,4 milliards de francs pour les charges directes de personnel (rémunérations, pensions, charges sociales,... des fonctionnaires) ; il aura donc fallu tailler dans le fonctionnement et l'investissement déjà à l'étiage - au plus bas depuis 30 ans, avec une nouvelle baisse en 2002- pour trouver les 19 milliards de différence (~48 Milliards de francs d'économies et de redéploiement dans le Budget) d'où, dans le domaine de la sécurité, pas d'argent pour les gilets pare-balles des policiers, pour les voitures de police, pour les locaux des commissariats,....*

*Source : Assemblée Nationale Rapport N°3320 Tome 1 Volume 2 du 11 Octobre 2001*

**Si cette situation n'est pas corrigée à partir des échéances électorales de 2002, elle peut écartier durablement la France de l'Histoire et provoquer à terme des événements dramatiques (se rappeler l'Espagne de 1936, la situation de 1958 avec les événements d'Algérie) car un jour, le Peuple ne supportera plus ce recul permanent de la République et la domination illégitime de l'Administration.**